



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 74.172/2/V  
du 7 septembre 2023

advies 74.172/2/V  
van 7 september 2023

sur

over

un avant-projet de loi 'relative  
aux compétences des membres  
du corps européen de  
garde-frontières et de  
garde-côtes sur le  
territoire national'

een voorontwerp van wet  
'betreffende de bevoegdheden  
op het nationale grondgebied  
van de leden van de Europese  
grens- en kustwacht'

Le 18 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit<sup>\*</sup> jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2023, sur un avant-projet de loi 'relative aux compétences des membres du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire national'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Christine HOREVOETS et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2023.

\*

Op 18 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege<sup>\*</sup> verlengd tot 1 september 2023 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de bevoegdheden op het nationale grondgebied van de leden van de Europese grens- en kustwacht'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Géraldine ROSOUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2023.

\*

---

<sup>\*</sup> Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

<sup>\*</sup> Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet<sup>‡</sup>, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 10 énonce ce qui suit :

« Les membres du contingent permanent peuvent avoir accès aux données personnelles et aux informations visées à l'article 44/1 de la loi sur la fonction de police, dont ils ont besoin dans le cadre de l'exercice de leurs tâches et missions officielles sur le territoire belge et les consulter selon les mêmes directives des ministres de l'Intérieur et de la Justice que celles applicables aux membres des services de police belges. Cet accès et cette consultation ne peuvent se faire que dans la mesure où cela est nécessaire à l'exercice de leurs missions et les données ne peuvent être utilisées que dans le cadre de celles-ci ».

La disposition prévoit ainsi la possibilité dans le chef des membres du contingent permanent de consulter et de traiter des données à caractère personnel.

Par application de l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule, et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', une autorité de contrôle doit être consultée dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Dans la mesure où l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'avant-projet assimile spécifiquement les membres du contingent permanent intervenant sur le territoire national aux membres du cadre opérationnel de la police intégrée qui mettent en œuvre l'article 21 de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police', il convient, vu l'article 71, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 30 juillet 2018, lu en combinaison avec l'article 26, 7<sup>o</sup>, a), de la même loi et avec l'article 4, § 2, alinéa 4, de la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', de considérer « l'Organe de contrôle de l'information policière » visé à l'article 3, 6<sup>o</sup>, de la loi du 5 août 1992, comme « l'autorité de contrôle compétente » à consulter en vertu de l'article 59, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018.

---

<sup>‡</sup> S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Il n'apparaît pas du dossier soumis à la section de législation que l'avant-projet de loi à l'examen a fait l'objet d'un avis de l'Organe de contrôle de l'information policière.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de s'assurer de l'accomplissement de cette formalité préalable.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### Article 3

Au 2°, le contingent permanent est défini comme le contingent visé à l'article 54 du règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 'relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624'. Cet article du règlement (UE) 2019/1896 concerne effectivement « le contingent permanent du corps de garde-frontières et de garde-côtes européens ».

Compte tenu de cette définition, au 3°, les mots « de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes » seront omis.

#### Article 4

Dans la phrase introductive du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, la précision selon laquelle les tâches et compétences sont « exhaustives » est inutile, compte tenu de ce que prévoit la suite de la disposition, et sera omise.

#### Articles 5, 8 et 9

L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, énonce que les membres du contingent permanent intervenant sur le territoire national « exercent toujours leurs tâches en présence d'un fonctionnaire de police du service [de la Police intégrée en charge de la coordination et de la direction opérationnelles] ».

Selon le commentaire de l'article, l'exercice des missions en présence d'un membre du personnel de la police intégrée a lieu « conformément à l'article 82.4 du Règlement ».

L'article 82, paragraphe 4, du règlement (UE) 2019/1896 dispose comme suit :

« Sans préjudice de l'article 95, paragraphe 1, concernant le personnel statutaire, les membres des équipes n'effectuent des tâches et n'exercent des compétences que sur les instructions et, en règle générale, en présence de garde-frontières ou d'agents de l'État membre hôte impliqués dans les tâches liées aux retours [...] ».

Selon le commentaire de l'article 5 de l'avant-projet, l'intention est, notamment, de permettre aux membres du contingent permanent « de prendre les premières mesures qui s'imposent (par exemple, intervention en cas de troubles à l'ordre public soudains à un poste de contrôle frontalier) en attendant que le collègue belge présent prenne le relais [...] ». Cette dernière considération donne à penser que le fonctionnaire de police n'est pas nécessairement présent aux côtés des membres du contingent permanent au moment où ils interviennent.

Cette lecture paraît confirmée par l'article 8, § 3, alinéa 2, de l'avant-projet qui envisage l'hypothèse de l'utilisation d'une arme à feu « [l]orsqu'aucun fonctionnaire de police n'est présent ».

Dès lors qu'il ressort du dispositif qu'il peut se concevoir que le membre du contingent permanent agisse hors la présence d'un fonctionnaire de police, et compte tenu de l'atteinte grave aux droits fondamentaux que constituent l'usage de la force ou d'armes tel qu'envisagé par l'article 8 de l'avant-projet et le recours à la privation de liberté prévue par l'article 9, l'avant-projet sera revu afin de mieux définir le contenu et les contours de l'obligation de « présence » d'un fonctionnaire de police en explicitant les conditions et modalités en vertu desquelles les membres du contingent permanent peuvent prendre des mesures alors qu'un fonctionnaire de police ne pourrait pas être (immédiatement) présent à ce moment. Tant le droit au respect de la vie privée, consacré par l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, que le droit au respect de la liberté individuelle consacré par l'article 5 de la même Convention, imposent en effet que de telles mesures soient encadrées avec suffisamment de clarté, de précision et de prévisibilité par la loi, avec les garanties procédurales qui s'imposent.

### Article 9

1.1. L'alinéa 1<sup>er</sup> permet aux membres du contingent permanent, « si cela s'avère nécessaire », de procéder à une privation de liberté, « comme prévu à l'article 31 de la loi sur la fonction de police ». Or, l'article 31 de la loi du 5 août 1992 impose des conditions plus strictes pour pouvoir procéder à des arrestations administratives.

Le texte sera revu afin d'exprimer plus clairement à quelles conditions les membres du contingent permanent peuvent procéder à une arrestation administrative.

1.2. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « comme prévu » seront remplacés par les mots « dans les conditions prévues ».

2. L'alinéa 2 renvoie aux « bases de données visées à l'article 10 ». Ce dernier règle « l'accès aux données personnelles et aux informations visées à l'article 44/1 de la loi sur la fonction de police ». Si cette disposition énumère effectivement les données en question, c'est l'article 44/2 de la loi du 5 août 1992 qui est dédié à l'énumération des bases de données en question.

La disposition sera clarifiée.

3. À l'alinéa 3, le mot « Conformément » sera remplacé par les mots « Dans les conditions prévues ».

### Article 10

L'article 82, paragraphe 10, du règlement (UE) 2019/1896 impose à l'État membre hôte d'autoriser les membres du contingent permanent « à consulter les bases de données de l'Union dont la consultation est nécessaire pour la réalisation des objectifs opérationnels » décrits dans cette disposition. Il prévoit par ailleurs que l'État membre hôte peut aussi autoriser la consultation des bases de données nationales si nécessaires aux mêmes fins. Selon l'alinéa 2 de cette disposition, « [c]ette consultation est effectuée conformément au droit de l'Union en matière de protection des données et au droit national de l'État membre hôte en matière de protection des données ».

L'article 10 de l'avant-projet règle l'accès des membres du contingent permanent aux données personnelles et aux informations visées à l'article 44/1 de la loi du 5 août 1992. Il prévoit que la consultation de ces données a lieu « selon les mêmes directives des ministres de l'Intérieur et de la Justice que celles applicables aux membres des services de police belges ».

Ainsi que l'a rappelé l'Assemblée générale de la section de législation dans son avis 68.936/AG du 7 avril 2021,

« [c]onformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle <sup>1</sup>.

En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les 'éléments essentiels' sont fixés préalablement par le législateur <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Note de bas de page n° 174 de l'avis cité : Déjà invoqué plus avant, numéros 70 et s.

<sup>2</sup> Note de bas de page n° 175 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; C.C., 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

Par conséquent, les 'éléments essentiels' des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des 'éléments essentiels' les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données »<sup>3</sup>.

En ce qu'elle prévoit que la consultation des données par les membres du contingent permanent a lieu « selon les mêmes directives des ministres de l'Intérieur et de la Justice que celles applicables aux membres des services de police belges », la disposition ne détermine pas avec suffisamment de précision et de clarté les conditions selon lesquelles cette consultation s'opère. Par ailleurs, l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de démontrer que l'accès des membres du contingent permanent à l'ensemble des « données personnelles et [...] informations visées à l'article 44/1 de la loi sur la fonction de police » se concilie avec le principe de minimisation des données prescrit par l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD.

L'article 10 sera revu à la lumière de cette observation.

### Article 11

Selon l'avis 62.411/2/AG donné le 2 mars 2018 sur un avant-projet de loi 'instaurant la Brussels International Business Court'<sup>4</sup>, si le législateur peut dans certaines circonstances régler l'emploi d'une autre langue que les langues officielles, c'est « à la condition supplémentaire qu'il ne soit pas porté atteinte à la primauté de la langue ou des langues de la région (article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution) et que le principe d'égalité et l'interdiction de discrimination ne soient pas violés (articles 10 et 11 de la Constitution) ».

Le dossier ne comporte aucune justification susceptible d'étayer la différence de traitement qu'institue la disposition à l'examen entre les citoyens belges et les ressortissants étrangers vis-à-vis desquels les membres du contingent permanent seraient autorisés à utiliser l'anglais en toute circonstance. Une telle différence de traitement ne paraît en tout état de cause pas admissible en tant qu'elle s'applique aux ressortissants étrangers autorisés ou admis à séjourner sur le territoire belge.

La disposition sera fondamentalement revue.

\*

<sup>3</sup> Avis n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119, observation n° 101). Voir aussi C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 et C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2.

<sup>4</sup> *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3072/001, pp. 94 à 148.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,<sup>‡</sup> de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 10 luidt als volgt:

“De leden van het permanent korps kunnen toegang hebben tot de persoonsgegevens en de informatie bedoeld in artikel 44/1 van de wet op het politieambt die ze nodig hebben voor de uitoefening van hun officiële opdrachten en taken op het Belgische grondgebied, en die raadplegen volgens dezelfde richtlijnen van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie als deze die van toepassing zijn voor de leden van de Belgische politiediensten. Deze toegang en raadpleging mag enkel aangewend wordt indien dat noodzakelijk is voor hun opdrachten en de gegevens mogen enkel in het kader hiervan gebruikt worden.”

Bij die bepaling wordt het aldus voor de leden van het permanent korps mogelijk gemaakt persoonsgegevens te raadplegen en te verwerken.

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule van die verordening en in voorkomend geval in samenhang met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel die betrekking heeft op verwerking een toezichthoudende autoriteit geraadpleegd te worden.

Doordat artikel 4, § 1, van het voorontwerp specifiek voorziet in de gelijkstelling van de leden van het permanent korps die op het nationaal grondgebied optreden met de leden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie die uitvoering geven aan artikel 21 van de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’, dient, gelet op artikel 71, § 1, derde lid, van de wet van 30 juli 2018, gelezen in samenhang met artikel 26, 7°, a), van dezelfde wet en met artikel 4, § 2, vierde lid, van de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, het “Controleorgaan op de politionele informatie”, bedoeld in artikel 3, 6°, van de wet van 5 augustus 1992, beschouwd te worden als de “bevoegde

<sup>‡</sup> Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

toezichthoudende autoriteit” die krachtens artikel 59, § 1, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 geraadpleegd moet worden.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, blijkt niet dat voorliggend voorontwerp van wet om advies voorgelegd is aan het Controleorgaan op de politionele informatie.

De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste vervuld wordt.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet eveneens voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### Artikel 3

Het permanent korps wordt in de bepaling onder 2° gedefinieerd als het korps bedoeld in artikel 54 van verordening (EU) 2019/1896 van het Europees Parlement en de Raad van 13 november 2019 ‘betreffende de Europese grens- en kustwacht en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1052/2013 en Verordening (EU) 2016/1624’. Dat artikel van verordening (EU) 2019/1896 heeft inderdaad betrekking op het “permanent korps van de Europese grens- en kustwacht”.

Gelet op die definitie moeten in de bepaling onder 3° de woorden “van het Europees Grens & Kustwacht Agentschap” weggelaten worden.

#### Artikel 4

In de inleidende zin van paragraaf 1, tweede lid, heeft het geen zin om te bepalen dat de taken en bevoegdheden in kwestie “limitatief” zijn, gelet op wat in het vervolg van die bepaling gesteld wordt. Die precisering moet dan ook weggelaten worden.

#### Artikelen 5, 8 en 9

Volgens artikel 5, eerste lid, tweede zin, voeren de leden van het permanent korps die op het nationaal grondgebied optreden, “hun taken steeds uit in de aanwezigheid van een politieambtenaar van de [dienst van de Geïntegreerde Politie waaraan de operationele coördinatie en leiding toevertrouwd is]”.

Volgens de bespreking van dat artikel worden de taken in aanwezigheid van een personeelslid van de geïntegreerde politie uitgevoerd “overeenkomstig artikel 82.4 van de Verordening”.

Artikel 82, lid 4, van verordening (EU) 2019/1896 luidt als volgt:

“Onverminderd artikel 95, lid 1, met betrekking tot statutair personeel verrichten de teamleden uitsluitend taken en oefenen zij uitsluitend bevoegdheden uit op instructie van en, als algemene regel, in aanwezigheid van grenswachters of personeel dat betrokken is bij met terugkeer verband houdende taken van de ontvangende lidstaat (...)”.

Volgens de bespreking van artikel 5 van het voorontwerp is het met name de bedoeling de leden van het permanent korps in staat te stellen “de eerste noodzakelijke maatregelen [te] treffen (bv tussenkomst bij plotse problemen of ordeverstoringen ter hoogte van een grenscontrolepost) in afwachting dat de aanwezige Belgische collega het optreden overneemt (...)”. Door die laatste overweging ontstaat de indruk dat de politieambtenaar nietnoodzakelijkerwijze samen met de leden van het permanent korps aanwezig moet zijn op het moment dat zij optreden.

Die lezing vindt bevestiging in artikel 8, § 3, tweede lid, van het voorontwerp, dat betrekking heeft op het geval waarin een vuurwapen gebruikt wordt “[w]anneer er geen politieambtenaar aanwezig is”.

Aangezien uit het dispositief blijkt dat de kans bestaat dat het lid van het permanent korps handelt zonder dat een politieambtenaar aanwezig is, en gelet op de ernstige aantasting van de fundamentele rechten die bestaat in het gebruik van geweld of van wapens zoals bedoeld in artikel 8 van het voorontwerp, of in vrijheidsbeneming zoals bedoeld in artikel 9, dient het voorontwerp aldus herzien te worden dat de verplichting dat een politieambtenaar “aanwezig” moet zijn, inhoudelijk beter gedefinieerd en duidelijker afgebakend wordt, waarbij bepaald moet worden op welke voorwaarden en volgens welke nadere regels de leden van het permanent korps maatregelen kunnen nemen terwijl een politieambtenaar op dat tijdstip mogelijk niet (onmiddellijk) aanwezig is. Zowel krachtens het recht op eerbiediging van het privéleven, verankerd in artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, als krachtens het recht op eerbiediging van de persoonlijke vrijheid, verankerd in artikel 5 van datzelfde Verdrag, is immers vereist dat dergelijke maatregelen voldoende duidelijk, nauwkeurig en voorzienbaar in de wet afgebakend worden en gepaard gaan met de nodige procedurele waarborgen.

### Artikel 9

1.1. Volgens het eerste lid kunnen de leden van het permanent korps “indien noodzakelijk” overgaan tot een vrijheidsbeneming “zoals voorzien in artikel 31 van de wet op het politieambt”. Krachtens artikel 31 van de wet van 5 augustus 1992 gelden evenwel striktere voorwaarden voor het opleggen van bestuurlijke aanhoudingen.

De tekst moet aldus herzien worden dat duidelijker tot uiting komt op welke voorwaarden de leden van het permanent korps tot een bestuurlijke aanhouding kunnen overgaan.

1.2. In het eerste lid moeten de woorden “zoals voorzien” worden vervangen door de woorden “onder de voorwaarden bepaald in”.

2. In het tweede lid wordt verwezen naar de “databanken bedoeld in artikel 10”. Bij dat artikel 10 wordt de “toegang (...) tot de persoonsgegevens en de informatie bedoeld in artikel 44/1 van de wet op het politieambt” geregeld. Dat artikel 44/1 bevat weliswaar een opsomming van de gegevens in kwestie, maar het is artikel 44/2 van de wet van 5 augustus 1992 waarin de betrokken gegevensbanken opgesomd worden.

De bepaling moet verduidelijkt worden.

3. In het derde lid moet het woord “Overeenkomstig” worden vervangen door de woorden “Onder de voorwaarden bepaald in”.

### Artikel 10

Krachtens artikel 82, lid 10, van verordening (EU) 2019/1896 dient de ontvangende lidstaat de leden van het permanent korps toe te staan de “Uniedatabanken te raadplegen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de operationele doelstellingen” beschreven in die bepaling. Het stelt voorts dat de ontvangende lidstaat ook de raadpleging van nationale databanken kan toestaan als dat nodig is voor hetzelfde doel. Volgens de tweede alinea van die bepaling “[gebeurt d]e raadpleging (...) met inachtneming van het recht van de Unie op het gebied van gegevensbescherming en het nationale recht van de ontvangende lidstaat op het gebied van gegevensbescherming”.

Bij artikel 10 van het voorontwerp wordt geregeld hoe de leden van het permanent korps toegang kunnen hebben tot de persoonsgegevens en informatie bedoeld in artikel 44/1 van de wet van 5 augustus 1992. Luidens dat artikel dient de raadpleging van die gegevens plaats te vinden “volgens dezelfde richtlijnen van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie als (...) die [welke] van toepassing zijn voor de leden van de Belgische politiediensten”.

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving heeft in haar advies 68.936/AV van 7 april 2021 op het volgende gewezen:

“Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel<sup>1</sup> dient te worden nageleefd.

Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de

<sup>1</sup> Voetnoot 174 van het geciteerde advies: Wat dit beginsel betreft, zie *supra* randnummers 70 en v.

tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de ‘essentiële elementen’ voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.<sup>2</sup>

Bijgevolg moeten de ‘essentiële elementen’ van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel ‘essentiële elementen’ uitmaken: 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.”<sup>3</sup>

Met het voorschrift dat de raadpleging van de gegevens door de leden van het permanent korps dient plaats te vinden “volgens dezelfde richtlijnen van de ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie als (...) die [welke] van toepassing zijn voor de leden van de Belgische politiediensten”, wordt in dat artikel noch nauwkeurig genoeg, noch duidelijk genoeg bepaald onder welke voorwaarden die raadpleging plaats moet vinden. Daarenboven moet de steller van het voorontwerp kunnen aantonen dat de toegang van de leden van het permanent korps tot alle “persoonsgegevens en (...) informatie bedoeld in artikel 44/1 van de wet op het politieambt” verenigbaar is met het beginsel van de minimale gegevensverwerking, verankerd in artikel 5, lid 1, c), van de AVG.

Artikel 10 moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

### Artikel 11

Volgens advies 62.411/AV van 2 maart 2018 over een voorontwerp van wet ‘houdende oprichting van het Brussels International Business Court’<sup>4</sup> kan de wetgever in bepaalde omstandigheden weliswaar het gebruik van een andere taal dan de officiële talen regelen, maar dan “onder de bijkomende voorwaarde dat geen afbreuk wordt gedaan aan de voorrang van de taal of de talen van het gebied (artikel 4, eerste lid, van de Grondwet) en dat geen afbreuk wordt gedaan aan het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod (artikelen 10 en 11 van de Grondwet)”.

Het dossier bevat geen enkel stuk waarmee het verschil in behandeling verantwoord zou kunnen worden dat bij de voorliggende bepaling ingesteld wordt tussen Belgische burgers en vreemde onderdanen, aangezien de leden van het permanent korps in hun betrekkingen met de laatstgenoemden in alle omstandigheden het Engels zouden kunnen gebruiken. Een dergelijk verschil in behandeling lijkt hoe dan ook onaanvaardbaar voor zover het van toepassing is op vreemde onderdanen die gemachtigd of toegelaten zijn tot een verblijf op Belgisch grondgebied.

<sup>2</sup> Voetnoot 175 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie inzonderheid GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

<sup>3</sup> Advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’ (Parl.St. Kamer 2020-2021, nr. 55-1951/001, 119, opmerking 101). Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1, en GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2.

<sup>4</sup> Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 54-3072/001, 94-148.

Deze bepaling moet grondig herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Bernard BLERO